

**DÉPARTEMENT DE LA SOMME**  
**CONSEIL GENERAL**  
**ARCHIVES DEPARTEMENTALES**

**Fonds du comité départemental  
des habitations à loyer modéré de la Somme**

---

(1951 - 1962)

**99 W**

Répertoire numérique détaillé

réalisé par  
Arnaud ESPEL, Attaché de conservation du patrimoine,  
sous la direction de  
Olivier de SOLAN, Conservateur du patrimoine, directeur

*Amiens, 2014*

# INTRODUCTION

---

## **Présentation du fonds**

Le versement 99 W concerne le comité départemental des habitations à loyer modéré (H.L.M.) de la Somme. Il est composé d'un unique registre (de 5 centimètres d'épaisseur) retrouvé en 2014 lors d'une opération de récolement interne. Il n'est pas accompagné de bordereau de versement.

Il faut toutefois noter que ce registre fait suite à une collection qui se trouve en sous-série 3X, assistance sociale.

L'intérêt historique de ce versement (Cf. ci-dessous) est pour l'essentiel l'œuvre de Jean-Michel Schill, chargé d'études documentaires aux Archives de la Somme, responsable des archives révolutionnaires et modernes, et se retrouve en partie dans l'introduction de l'instrument de recherche de la sous-série 3X.

## **Intérêt historique du versement**

La loi Siegfried du 30 novembre 1894 crée l'appellation d'habitation à bon marché (HBM). Elle vise à promouvoir le logement social, auprès des plus démunis et permet l'établissement dans chaque département d'un ou de plusieurs comités des habitations à bon marché.

Leur mission est « *d'encourager la construction de maisons salubres et à bon marché, soit par des particuliers ou des sociétés* ». Ces logements peuvent être soit loués, soit vendus, notamment à des ouvriers ou à des employés vivant de leur travail ou de leur salaire. Un comité supérieur des habitations à bon marché, placé auprès du ministre du Commerce et de l'Industrie, est également créé.

Le 12 avril 1906, le sénateur Paul Strauss fait voter la loi portant son nom ; celle-ci crée les « *Sociétés Coopératives d'habitations à bon marché* » : le champ d'application de la loi de 1894 est élargi, tant du côté des bénéficiaires que du côté des actions à entreprendre. Cette loi facilite les opérations de financement en permettant aux communes et aux départements d'intervenir dans le logement social sous forme d'un concours financier et en

autorisant la Caisse des dépôts et consignations à accorder directement des prêts aux sociétés d'habitations à bon marché et en leur vendant des terrains à prix réduit.

Elle crée des « *comités départementaux de patronage des habitations à bon marché et de la prévoyance sociale* » chargés de certifier la salubrité des logements qui bénéficient des avantages de la loi.

La loi du 23 décembre 1912 *modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché* modifie la loi de 1906 sur certain point et offre la possibilité de créer des offices publics d'habitations à bon marché ayant « pour objet exclusif l'aménagement, la construction et la gestion d'immeubles salubres régis par la loi du 12 avril 1906, ainsi que l'assainissement de maisons existantes, la création de cités-jardins ou de jardins ouvriers [...] ». Ces offices constituent des établissements publics créés par décrets rendus en Conseil d'État à la demande d'un conseil municipal ou d'un conseil général.

La loi de 1912 marque une avancée dans l'intervention publique notamment en autorisant les communes à construire des habitations à bon marché collectives affectées en grande partie à des familles nombreuses. Ces immeubles ne peuvent être gérés que par les offices publics d'habitations à bon marché ou par des sociétés d'habitations à bon marché.

Avec la loi dite Loucheur du 13 juillet 1928 *établissant un programme de construction d'habitations et de logements à bon marché, en vue de remédier à la crise de l'habitation*, l'État intervient pour la première fois financièrement. L'objectif du programme, à réaliser entre 1928 et 1933, est, d'une part, la construction et l'aménagement d'immeubles salubres, l'assainissement et la réparation des maisons existantes, dans les conditions prévues par la législation sur les habitations à bon marché ; d'autre part, la construction d'habitations à loyers moyens. Le programme des logements ou maisons individuelles à bon marché à réaliser, destinés surtout à devenir la propriété de personnes peu fortunées, est fixé à 200.000 logements ou maisons. Le programme des logements à loyer moyen à construire comporte 60.000 unités.

La loi du 21 juillet 1950 *relative aux dépenses d'investissement pour l'exercice 1950* substitue en son article 17 le terme habitation à loyer modéré (H.L.M.) à celui d'habitation à bon marché.

## **Communicabilité**

Il convient de rappeler qu'aux termes du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit, sauf application de délais spéciaux.

**La communicabilité de ce versement est immédiate.**

# SOURCES COMPLÉMENTAIRES

---

## Archives départementales de la Somme

### Série X – ASSISTANCE ET PREVOYANCE SOCIALE

#### Sous-série 3X – Assistance sociale

#### HABITATIONS A BON MARCHÉ

##### Généralités. Instructions. Correspondance

- 99 M 81647    Enquête concernant le nombre des habitations à bon marché (maisons individuelles et collectives) construites depuis 1894 en conformité avec les lois des 30 novembre 1894, 12 avril 1906 et 23 décembre 1912 : réponses des communes.  
1919
- KZ 2675        Office départemental d'habitations à bon marché : Certificats de salubrité : comité de patronage, visites de maison, rapports des Ponts et Chaussées, enregistrement des certificats de salubrité.  
1907-1939
- KZ 2674        Office départemental d'habitations à bon marché : Loi Loucheur du 13 juillet 1928, application, participation financière du département, décision du conseil général.  
1919-1928
- KZ 2681        Loi Loucheur du 13 juillet 1928 : Textes officiels, applications, demandes de subventions.  
1927-1939
- KZ 2680        Habitations à bon marché, Jardins ouvriers : Concours de bonne tenue des maisons, résultats.  
1924-1940

##### Comités locaux

- KZ 2679        Office départemental d'habitations à bon marché : Comité de la Somme : Composition, renouvellement des membres.  
1896-1939
- KZ 2677        Comité local d'habitations à bon marché de la Somme : Fonctionnement (1898-1922), subventions (1909-1933).  
1898-1933
- KZ 1868        Comité de patronage des habitations à bon marché de la Somme : Procès-verbaux de séances (registre).  
1896-1912
- KZ 1867        Comité de patronage des habitations à bon marché de la Somme : Procès-verbaux de séances (registre).  
1912-1936
- KZ 1866        Comité de patronage des habitations à bon marché de la Somme : Procès-verbaux de séances (registre).  
1936-1951

- KZ 2676 Sociétés de Secours mutuels, Comité de patronage des Habitations à Bon Marché : Bureaux, nominations des membres, liste des membres du conseil d'administration...  
1921-1933
- KZ 1916 Office public départemental d'H.L.M. : Conseil d'administration : Arrêté d'institution, juin 1921, décret du 19 septembre 1920. Nomination des membres, session du conseil général (1919).  
1919-1921
- KZ 2678 Office départemental d'habitations à bon marché d'Amiens : Élections des membres des sociétés de Secours Mutuel, arrêtés préfectoraux, nominations.  
1920-1938
- KZ 2671 Office départemental d'habitations à bon marché : Commission départementale : Procès-verbaux de séances, demandes de subventions, prêts aux jeunes ménages, programmes à Airaines, Poix et Albert.  
1925-1929
- KZ 1884 Office public d'H.L.M. et de Prévoyance sociale : Élection du directeur de la Caisse d'Épargne (1920), des membres du comité de patronage (1920). Sociétés de Secours mutuels, élections des membres.  
1925-1938

#### **Budgets, subventions, prêts**

- KZ 2145 Habitations à bons marché : État des prêts consentis par les établissements de bienfaisance : délibérations.  
1905
- KZ 2673 Office départemental d'habitations à bon marché : Fonctionnement, approbation de budget, régime des emprunts.  
1926-1939
- KZ 2672 Office départemental d'H.L.M. d'Abbeville : Budgets, exercices  
1937-1938.

#### **Série W – ARCHIVES POSTERIEURES AU 10 JUILLET 1940**

- 961 W Préfecture de la Somme, 4<sup>ème</sup> division, 3<sup>ème</sup> bureau : Office départemental d'habitations à bon marché (1940-1953)
- 1164 W Département de la Somme – Service du logement : Comité départemental des habitations à loyer modéré (1955-1984)
- 1302 W Département de la Somme – Service du logement : Comité départemental des habitations à loyer modéré (1956-1983)

## RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

---

99 W 1      Comité départemental des habitations à loyer modéré de la  
Somme. - Procès-verbaux des séances du 3 août 1951 au  
18 août 1962 : registre.

1951-1962